

ANNEXE 8 – CHRONOLOGIE AVRIL 2003-MARS 2004

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Avril 2003</p> <p>1.4: Accord à Addis Abeba entre le ministre de la Défense du Mozambique et son collègue d'Afrique du Sud pour l'envoi au Burundi de 3.500 soldats des forces de maintien de la paix.</p> <p>2.4: Elaboration par l'Union Africaine du mandat des Forces de maintien de la paix au Burundi (durée de 60 jours).</p> <p>4.4: Levée, par le Gouvernement burundais, de la mesure de suspension du parti d'opposition tutsi PARENA (Parti pour le redressement national).</p> <p>17.4: Fuite d'environ 80.000 personnes de la Commune de Kanyosha (Sud de Bujumbura) suite aux combats entre les forces gouvernementales et les combattants du CNDD-FDD loyaux à Nkurunziza.</p> <p>22.4: Nomination de Alphonse-Marie Kadede, de l'Union pour le progrès national (UPRONA), comme candidat à la vice-présidence dans la</p>	<p>15.4: Rapatriement volontaire par le HCR de réfugiés provenant de la Tanzanie et de l'Ouganda.</p> <p>22.4: Saisie par la Police de tous les exemplaires du premier numéro de l'hebdomadaire <i>Indorerwamo</i> (Le miroir) à la frontière de l'Ouganda.</p> <p>23.4: Adoption par le Parlement à l'unanimité du projet de constitution.</p> <p>25.4: Décès à Sierre en Suisse de Mgr André Perraudin.</p>	<p>1.4: Adoption de la Constitution de la transition pour deux ans à l'unanimité à Sun City (Afrique du Sud) par le Gouvernement et les groupes rebelles.</p> <p>- Approbation de l'Accord global et inclusif signé à Pretoria le 17 décembre 2002.</p> <p>2.4: Signature à Sun City d'un accord entre le Gouvernement, les mouvements rebelles, les partis politiques d'opposition et les représentants de la société civile pour la mise sur pied d'un Gouvernement de transition en vue des élections démocratiques après deux ans.</p> <p>Maintien du Président Joseph Kabila à son poste, épaulé par quatre vice-présidents provenant des groupes rebelles et de l'opposition non armée.</p> <p>Nuit du 2 au 3.4: De nouveaux massacres de milliers de personnes signalés dans la localité de Drodo, dans le district de l'Ituri (60 km au Nord-Est de Bunia).</p> <p>4.4: Promulgation par le Président Joseph Kabila de la Constitution de transition adoptée à Sun City.</p> <p>- Inauguration de la Commission sur la Pacification de l'Ituri à Bunia composée de 177 membres représentant des Gouvernements de la RDC, de l'Ouganda et de l'Angola, de la MONUC, de la société civile, des associations d'hommes d'affaires, des partis politiques et factions militaires impliqués dans le conflit en Ituri et 90 personnes issues des communautés d'origines (participation de 32 communautés de base).</p>

<p>seconde phase de la transition commençant le 1^{er} mai 2003.</p> <p>25.4: Décision de l'ONG médicale internationale <i>Médecins sans frontières</i> (MSF) de suspendre ses opérations dans la province Sud de Makamba (restrictions des autorités sanitaires officielles).</p> <p>30.4: Investiture de Ndayizeye comme Président pour conduire la seconde partie de trois années de transition en remplacement de Pierre Buyoya.</p> <p>- Désignation de Mamadou Bah pour conduire la Mission Africaine au Burundi, avec comme mandat de rétablir la paix au Burundi par la mise en œuvre du cessez-le-feu.</p>	<p>7.4: Prestation de serment constitutionnel par le Président Joseph Kabila devant la Cour Suprême de Justice comme Chef de l'Etat de la RDC à la tête d'un Gouvernement de transition pour une période de deux ans qui aboutira à des élections démocratiques.</p> <p>8.4: Selon le Comité International de la Croix Rouge (CICR), le conflit en RDC a coûté plus de vies qu'aucun autre depuis la deuxième guerre mondiale. Environ 3,3 millions de morts entre août 1998, au début de la guerre jusqu'en novembre 2002.</p> <p>- Décès attribués au manque de soins médicaux appropriés et à la malnutrition, lien avec le déplacement des populations et l'effondrement des services de santé et de l'économie.</p> <p>21.4: Désignation par la composante « Gouvernement » de Yerodia Abdoulaye Ndombasi comme vice-président.</p> <p>25.4: Dissolution effective de la Cour d'ordre militaire (COM) largement critiquée par les organisations nationales et internationales de droit de l'Homme, pour non-conformité aux normes d'une juridiction indépendante.</p>
---	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Mai 2003</p> <p>3.5: Refus des FLN, aile Rwasa, de toute rencontre entre ses dirigeants et le Président Ndayizeye.</p> <p>5.5: Léger remaniement du Gouvernement de</p>	<p>1.5: Début du rapatriement par le HCR d'environ 5.000 réfugiés rwandais en provenance de la Zambie.</p> <p>5.5: Début du départ des camps dits de solidarité (camps de rééducation) des prisonniers accusés de génocide de 1994 (plus de 22.000), selon la</p>	<p>3.5: Désignation par une partie de l'opposition politique de Arthur Z'Ahidi Ngoma, comme un des 4 vice-présidents du Gouvernement de transition pour la composante «opposition politique non armée».</p> <p>6.5: Désignation par le RCD-Goma des animateurs de la transition de sa composante avec</p>

<p>transition. 17.5: Arrivée à Bujumbura du Général de Brigade Gebrat Ayele d’Ethiopie, commandant adjoint de la Mission africaine de maintien de la paix. 27.5: Fuite d’environ 15.000 à 20.000 civils suite à la poursuite des hostilités entre l’armée et la faction armée des FLN de Mugabarabona dans la Commune de Kabezi, à environ 20 km au Sud de Bujumbura. 30.5: Selon des sources d’organisations humanitaires, départ d’environ 4.000 familles (plus ou moins 20.000 personnes) de Masana, Gitenga, Mwaza et des montagnes de Kiremba, Commune de Kabezi, dans la Province de Bujumbura rural, suite aux combats entre les FLN de Rwsa et l’armée.</p>	<p>Commission rwandaise de réconciliation. 6.5: Départ de 13 dissidents ougandais, anciens officiers des Forces ougandaises pour la défense du peuple, parmi lesquels les colonels Samson Mande et Antony Kyakabale, après un séjour d’un an et demi dans ce pays. Le gouvernement ougandais les accuse de vouloir former un nouveau groupe rebelle, l’Armée de rédemption du peuple, qui lancerait des attaques à partir de la RDC. 8.5: Rencontre à Londres entre le Président Kagame et son homologue ougandais Yoweri Museveni (discussions sur la normalisation des relations). - Le Front Patriotique Rwandais (FPR) accusé par Human Rights Watch de tentative d’élimination de toute force s’opposant à sa victoire aux élections. 15.5: Condamnation par le TPIR de Eliézer Niyitegeka, ancien ministre de l’Information pendant le génocide de 1994, à la prison à vie. - Condamnation de Laurent Semanza, ancien bourgmestre de la commune de Bicumbi à 25 ans de prison. 16.5: Confirmation par le Gouvernement rwandais de la dissolution du MDR demandée par le Parlement le 14 avril 2003.</p>	<p>comme vice-président, Azarias Ruberwa. - Départ des derniers éléments de l’armée ougandaise. 10.5: Appel de OXFAM aux Nations Unies en vue du déploiement d’une force d’intervention rapide pour la paix à Bunia. 11.5: Deux Volontaires de la Croix Rouge perdent la vie durant les combats à Bunia. 12.5: Passage de la ville de Bunia sous la direction des miliciens de l’UPC de Thomas Lubanga après six jours de combat entre groupes rivaux. 14.5: Engagement du Gouvernement ougandais de prendre des sanctions contre toute personne identifiée par la Commission judiciaire ougandaise d’enquête comme étant impliquée dans le pillage des ressources naturelles de la RDC. 16.5: Signature à Dar-es-Salam en Tanzanie d’un accord d’arrêt des hostilités par cinq groupes impliqués dans les combats autour de la ville de Bunia. 18.5: Arrivée en RDC d’une mission française de reconnaissance militaire. 21.5: Signature d’un accord de cessez-le-feu entre les ethnies Hema et Lendu. 25.5: Appel du Secrétaire Général adjoint des Nations Unies chargé des opérations de maintien de la paix, Jean-Marie Guehenno, en vue d’une intervention ferme et urgente des Nations Unies pour prévenir d’autres massacres.</p>
---	---	--

<p>31.5: Début des rencontres entre les représentants des FLN de Rwasa et du Gouvernement (négociations sur la paix).</p>	<p>26.5: Adoption de la nouvelle Constitution par référendum. - Maintien par le TPIR de la sentence d'emprisonnement à vie prononcée contre Georges Rutaganda.</p>	<p>30.5: Adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU de la Résolution 1484 relatif au déploiement d'une force internationale en Ituri jusqu'au 1^{er} septembre 2003. - Offre par la France d'une contribution avec 750 personnes.</p>
--	---	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Juin 2003</p> <p>3.6: Première visite du Président burundais Domitien Ndayizeye au Rwanda (questions de sécurité régionale, crise congolaise).</p> <p>5.6: Lancement officiel du processus de cantonnement des combattants des FDD de Ndayikengurukiye et des FNL de Mugabarabona.</p> <p>24.6: Selon le Major Piet Meiring, commandant des forces de l'Union africaine de maintien de la paix, sur le premier groupe de 22 combattants, aile FNL de Mugabarabona cantonnés à Muyange, à 30 KM au Nord Ouest de Bujumbura,</p>	<p>3.6: Le Président Kagame et son homologue burundais Domitien Ndayizeye s'engagent à promouvoir le retour de la stabilité dans la région des Grands Lacs par l'appui aux efforts de paix au Burundi et en RDC.</p> <p>- Accord du Gouvernement rwandais pour le déploiement d'une force internationale en Ituri, tout en estimant que les Français n'étaient pas les mieux placés pour la diriger.</p> <p>4.6: Promulgation de la nouvelle Constitution par le Président Kagame.</p> <p>11.6: Arrestation par le Gouvernement de 5.770 suspects du génocide relâchés à titre provisoire en 2003, sur base de nouvelles déclarations faites contre eux par deux rapports de IBUKA.</p> <p>- Rutaremara, porte-parole de l'armée rwandaise, nie la participation des troupes</p>	<p>2.6: Le Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan, recommande l'extension du mandat de la MONUC d'un an et propose l'accroissement des effectifs de la MONUC de 8.700 à 10.800.</p> <p>4.6: Nomination par le Secrétaire Général des Nations Unies, de deux envoyés spéciaux, Moustapha Niasse (ancien envoyé spécial de Kofi Annan en RDC pour le processus de paix) et le Général Maurice Baril du Canada, (ancien conseiller militaire des Nations Unies) pour aider à la formation d'une armée nationale unifiée.</p> <p>6.6: Arrivée des premiers soldats français à Bunia (préparation de l'arrivée d'environ 1.400 troupes des forces multinationales pour le renforcement de la paix).</p> <p>11.6: Le Conseil de l'EU agréé le déploiement des troupes comme partie des 1.500 forces multinationales de l'«opération Artemis», conformément à la résolution 1484 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.</p> <p>16.6: Mise sur pied d'un nouveau comité du RCD-Goma à l'issue de la réunion du Collège des</p>

<p>seulement 10 combattants sont arrivés au camp avec leurs fusils.</p> <p>28.6: Attaque du cantonnement près de Bujumbura par des combattants loyaux au CNDD-FDD de Nkurunziza.</p> <p>- Des rebelles du CNDD-FDD kidnappent 4 membres du Parlement et 7 autres personnes (mise en garde au Gouvernement).</p>	<p>rwandaises aux combats entre deux groupes rebelles rivaux dans l'Est de la RDC. Il n'y aurait plus de troupes rwandaises en RDC depuis 2002.</p> <p>20.6: Retour de Twagiramungu au Rwanda après 8 ans d'exil en Belgique.</p> <p>25.6: Election par l'Assemblée Générale des Nations Unies de 18 juges temporaires pour accélérer le travail du TPIR.</p> <p>30.6: Approbation par le Parlement du projet de loi sur les élections présidentielles et législatives.</p>	<p>fondateurs. Remplacement de Onosumba par Azarias Ruberwa à la présidence du mouvement.</p> <p>19.6: Le RCD-Goma s'empare de Lubero, dans la province du Nord Kivu, alors qu'un accord de cessez-le-feu pour la région est signé à Bujumbura parmi les parties impliquées dans le conflit.</p> <p>20.6: Appel à la paix par Mgr Melchisédech Sikuli Paluku, Evêque de Beni-Butembo (conférence de presse à Kinshasa), eu égard à la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire.</p> <p>30.6: Promulgation du décret présidentiel n°3-06 portant nomination du Gouvernement de transition.</p>
--	--	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Juillet 2003</p> <p>4.7: Arrivée du premier groupe de 150 combattants loyaux à Ndayikengurukiye à un cantonnement près de Bujumbura.</p> <p>- Retour dans la province de Makamba de 44.000 personnes déplacées suite aux combats entre les forces gouvernementales et les rebelles.</p> <p>10.7: Trois agents d'ONG humanitaires allemandes et</p>	<p>18.7: Approbation par la Commission nationale des élections de quatre candidats pour les premières élections présidentielles après le génocide (Kagame, Twagiramungu, Alvera Mukabaramba et Nepomuscene Nayinzira).</p>	<p>2.7: Arrivée de tous les ministres du MLC à Kinshasa.</p> <p>4.7: Publication de la liste des Députés et Sénateurs du RCD-Goma. 58% proviennent du «Grand Kivu» (Nord Kivu, Sud Kivu et Maniema).</p> <p>5.7: Arrivée à Kinshasa de l'Américain William Lacy Swing comme nouveau représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour la RDC en remplacement du Camerounais Amos Namanga Ngongi.</p> <p>6.7: Déploiement d'une force de 3.800 personnes dans le district de l'Ituri pour assurer le remplacement au 1^{er} septembre 2003 de la Mission multinationale française de renforcement de la paix en Ituri.</p> <p>8.7: Adoption par la Commission de suivi (12^{ème} réunion ordinaire), des listes de 500 Députés et 120 Sénateurs + 5 institutions d'appui à la démocratie présidés par des</p>

<p>norvégiennes tués dans la province sud de Makamba.</p> <p>13.7: Les FNL relâchent 39 otages pour prouver, selon leur porte-parole Habimana, que Hutu et Tutsi peuvent vivre ensemble sans problème.</p> <p>17.7: Visite à Bujumbura de Jacob Zuma, vice-président sud-africain et facilitateur du processus de paix au Burundi.</p> <p>26.7: Les rebelles de Nkurunziza relâchent trois membres du Parlement du FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi) kidnappés en juin 2003.</p> <p>28.7: Six membres de la délégation du groupe rebelle CNDD-FDD de Nkurunziza arrivent à Bujumbura.</p>	<p>24.7: Signature d'un accord tripartite entre le HCR et le Gouvernement rwandais et ougandais pour le rapatriement volontaire d'un millier de rwandais réfugiés en Ouganda.</p> <p>29.7: Proposition du Secrétaire général de l'ONU, appuyée par les USA et du Royaume Uni, de doter les deux TPI de procureurs distincts.</p>	<p>membres de la société civile avec rang de ministres (Commission électorale indépendante, Observatoire national des droits de l'homme, Haute autorité des médias, Commission vérité et réconciliation et Commission Ethique et lutte contre la corruption).</p> <p>- Suspension temporaire par la MONUC des émissions de <i>Radio Candip</i> de Bunia (Centre d'animation et de diffusion pédagogique) face aux agissements de l'UPC.</p> <p>16.7: Arrivée à Bunia des premiers éléments des 3.800 personnes composant les troupes de l'ONU à déployer dans le district de l'Ituri.</p> <p>17.7: Prestation de serment des quatre vice-présidents désignés par leurs composantes conformément aux accords de Lusaka de juillet 1999 et de Pretoria de décembre 2002, respectivement Abdoulaye Yerodia Ndombasi (Gouvernement), Arthur Z'Ahidi Ngoma (opposition politique non armée), Jean-Pierre Bemba (MLC) et Azarias Ruberwa Manywa (RCD-Goma).</p> <p>23.7: Les milices ethniques rivales en Ituri acceptent de désarmer et de se retirer des bases occupées afin de participer à des exercices conjoints de vérification.</p> <p>28.7: Le Conseil de Sécurité des Nations Unies adopte à l'unanimité la résolution donnant à la MONUC un mandat plus important et autorise l'accroissement des effectifs de 8.700 à 10.800 personnes.</p> <p>- Prolongation du mandat pour une année supplémentaire (jusqu'au 30 juillet 2004). Embargo en armement de 12 mois pour toutes les parties impliquées dans le conflit de l'Est du Congo.</p>
---	--	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Août 2003</p> <p>1.8: Reprise des</p>	<p>20.8: Appel d'un porte-</p>	<p>8.8: Prise de mesures concrètes par le</p>

<p> négociations de paix à Dar-es-Salam en Tanzanie entre les rebelles du FDD et le Gouvernement, sous la direction de Jacob Zuma, vice-président sud-africain. 11.8: Une ONG internationale, <i>Action contre la faim</i>, décide d'évacuer temporairement ses agents expatriés de la province de Kayanza après le bombardement de leurs installations, matériel et équipements. 20.8: Signature d'un accord tripartite entre le Burundi, la Tanzanie et le HCR. Engagement du Burundi et de la Tanzanie à ouvrir d'autres points de passage pour faciliter les retours volontaires des réfugiés burundais. 27.8: Vote par le Parlement d'une nouvelle loi accordant temporairement une immunité couvrant les </p>	<p> parole du département d'Etat américain au Gouvernement rwandais pour des élections libres et honnêtes (rapports sur l'intimidation, les tracasseries et l'usage de l'ethnicité comme moyen d'inciter à la division politique). 23.8: Dénonciation par <i>Amnesty International</i> du «climat de peur» de la campagne présidentielle au Rwanda. 25.8: Annonce par la Commission nationale des élections des résultats (95,05% des suffrages pour Kagame, contre 3,62% pour Faustin Twagiramungu et 1,33% pour Jean Népomuscène Nayinzira). 26.8: Louis Michel, ministre belge des Affaires Etrangères en visite à Kigali, déclare être «confiant que ce scrutin est la prémisse d'une nouvelle ère démocratique dans l'histoire du Rwanda». 28.8: Adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution dédoublant la charge de procureur du TPIR de celui pour l'ex-Yougoslavie. Ecartement de Carla del Ponte TPIR dont </p>	<p> Conseil des ministres (deuxième réunion du Gouvernement de transition) concernant la réhabilitation des 315 magistrats révoqués sous le régime du Président L.D. Kabila, sur l'installation et le fonctionnement du Gouvernement ainsi que sur la situation à l'Est du pays. 14.8: Prolongation du mandat du Groupe d'experts de l'ONU sur l'exploitation illégale des ressources de la RDC. 19.8: Nomination par décret présidentiel des officiers à des grades supérieurs, des chefs d'Etat Major de l'armée et des commandants des régions militaires. Entérinement par le Chef de l'Etat des grades des ex-rebelles. 22.8: Dans un mémo signé au terme des négociations à Kinshasa, les milices de l'Ituri acceptent de travailler avec le nouveau Gouvernement de transition mis en place en vue de restaurer l'autorité de l'Etat dans la région. - Ouverture officielle de la session de l'Assemblée Nationale et du Sénat par le Président Kabila et ses quatre vice-présidents. 23.8: Installation officielle du Parlement de transition. 26.8: Des activistes des droits de l'homme critiquent la nomination de certains militaires impliqués dans les massacres de Kisangani durant les hostilités de mai 2002, incluant Gabriel Amisi (alias «Tango Fort») et Laurent Nkunda, tous deux de l'ancien mouvement rebelle RCD-Goma. 28.8: Kabila soumet une déclaration écrite de ses biens au Parlement conformément à la Constitution de la transition issue du Dialogue intercongolais sur la paix et la réconciliation. 31.8: Echec d'une mutinerie à Kisangani. Arrestation du Général Bora </p>
---	---	--

crimes politiques commis du 1 ^{er} juillet 1962 date de l'indépendance du Burundi, au 27 août 2003, date de la promulgation de la loi.	l'expiration du mandat est prévue pour le 14 septembre 2003. Décision du Conseil de Sécurité du maintien de Carla del Ponte comme procureure du TPIR.	Uzima. - Iulia Motoc, rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits de l'homme en RDC déclare qu'il existe des indications qui attestent qu'il y a eu génocide en Ituri.
---	---	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Septembre 2003</p> <p>1.9: Début d'une grève illimitée des juges burundais (demande d'égalité entre les trois branches du Gouvernement – le législatif, l'exécutif et le judiciaire.</p> <p>3.9: Protestation des groupes de défense des droits de l'homme, des organisations de la société civile et des partis d'opposition politique contre la nouvelle loi garantissant une immunité provisoire aux leaders politiques qui rentrent d'exil et prennent part aux institutions mises en place par le Gouvernement de transition.</p> <p>13.9: Le Gouvernement impose sept jours de suspension de diffusion à une station de radio privée, <i>Radio Isanganiro</i> (interview du porte-parole d'un groupe rebelle).</p>	<p>2.9: Rejet par la Cour Suprême du Rwanda du recours en annulation du scrutin présidentiel du 25 août introduit par le candidat Faustin Twagiramungu le 29 août 2003 (non fondé faute de preuves matérielles d'irrégularités).</p> <p>3.9: Confirmation par la Cour Suprême rwandaise de la victoire de Kagame aux élections présidentielles.</p> <p>4.9: Nomination par le Conseil de Sécurité des Nations Unies de Hassan Bubacar Jallow, ancien Juge permanent à la Cour spéciale de Sierra Leone, comme Procureur du TPIR. Il succède à la Suissesse Carla Del Ponte dont le mandat vient à expiration le 14 septembre 2003.</p> <p>12.9: Cérémonies nationales d'investiture du Président Kagame.</p> <p>24.9: Annonce par Peter Swarbrick, chargé d'opérations à la MONUC, du rapatriement de la RDC de 2.559 ex-combattants</p>	<p>1.9: Remplacement à Bunia de la Force multinationale dirigée par la France (Opération Artémis) par la MONUC.</p> <p>- Report de l'installation des responsables de l'armée nationale unifiée de la RDC (absence de quelques officiers de l'ancien mouvement rebelle le RCD-Goma).</p> <p>5.9: Prestation de serment devant le Président de la République des officiers généraux et supérieurs et des commandants de Régions militaires. Absence du Général de Brigade Nkunda, des Colonels Elie Bishombo et Eric Ruhimbere.</p> <p>9.9: Décision du chef d'Etat-Major de l'armée congolaise, le Lieutenant Général Liwanga Mata Nyamubyobo, de traduire devant la Haute Cour Militaire les officiers généraux et supérieurs absents de la cérémonie de prestation de serment du 5</p>

<p>15.9: Décision de <i>Radio Publique Africaine</i> et <i>Bonesha FM</i>, de boycotter toute rencontre officielle, par solidarité avec <i>Radio Isanganiro</i> suspendue.</p> <p>-Suspension par le Gouvernement de <i>Radio Publique Africaine</i> (diffusion au-delà des horaires réglementaires).</p> <p>18.9: Le Conseil National de la communication lève la mesure de suspension de <i>Radio Isanganiro</i>. Arrêt du boycott par <i>Radio Bonesha</i> et <i>Radio Publique Africaine</i>.</p> <p>27.9: Arrivée à Bujumbura de 226 soldats des forces éthiopiens.</p>	<p>rwandais dans le cadre de la 3^{ème} phase de ces opérations.</p> <p>29-30.9: Elections législatives avec 8 partis politiques et 17 indépendants.</p> <p>- Le cartel du FPR et quatre petits partis obtient 73,78% des voix, le Parti Social-démocrate (PSD) en deuxième position a 12,31%, suivi du Parti Libéral (PL) avec 10,56%. Le PPC ainsi que les candidats indépendants n'atteignent pas le seuil de 5%.</p> <p>- Mise en place d'un nouveau Parlement dirigé par Alfred Mukezamfura (PDC) épaulé par deux vice-présidents, Denis Polisi (FPR) et Pénélope Kantarama (structure des femmes).</p>	<p>septembre.</p> <p>15.9: Arrestation par la MONUC d'environ 100 personnes, parmi lesquels deux responsables de l'UPC, après des combats lors d'une campagne de la MONUC «Bunia sans armes».</p> <p>17.9: Des responsables officiels militaires et membres du Parlement de la composante du RCD-Goma demandent une amnistie générale et des garanties de sécurité avant leur arrivée à Kinshasa.</p> <p>28.9: Retour à Kinshasa de Etienne Thisekedi après un exil volontaire de deux ans passé en grande partie en Afrique du Sud.</p>
---	---	---

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Octobre 2003</p> <p>3.10: Le Comité de mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation d'Arusha critique le Gouvernement de transition du pays à cause du manque de volonté politique dans la libération des prisonniers politiques et l'amélioration des conditions dans les prisons.</p>	<p>4.10: Prise de fonction de Hassan Bubacar Jallow, nouveau Procureur du TPIR.</p> <p>9.10: Signature à Kigali d'un protocole d'accord entre le Rwanda et la Belgique à l'occasion de la visite de Louis Michel, ministre des Affaires Etrangères et Marc Verwilghen, ministre de la</p>	<p>1.10: Signature à Shabunda dans le Sud-Kivu d'un accord d'arrêt des hostilités entre les forces <i>mayi mayi</i> du Général David Padiri Bulenda et le RCD-Goma, ancien mouvement rebelle, tous deux parties prenantes dans le Gouvernement de transition (cessez-le-feu immédiat, libre circulation des personnes et des biens et création d'une Commission de suivi comprenant trois membres de chacun des deux côtés pour la mise en œuvre de l'accord).</p> <p>5.10: Visite de Louis Michel, Vice-premier ministre et ministre des Affaires Etrangères et de Verwilghen, Ministre de la Coopération au Développement</p>

<p>8.10: Signature d'un accord entre le Président Ndayizeye et Nkurunziza pour la mise en œuvre du cessez-le-feu conclu en décembre 2002 à Pretoria (intégration des forces armées, de police et des services de sécurité).</p> <p>20.10: Rassemblement d'environ 1000 combattants du CNDD-FDD sur le mont Murambi, dans la province de Makamba, près de la frontière avec la Tanzanie dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu signé avec le Gouvernement.</p> <p>24.10: Arrestation par la Police burundaise de Gérard Ntuzwenayo, Administrateur de l'immigration, Jaffet Nahimana, des Services de sécurité, Emile Manisha, Commandant de la Police nationale, soupçonnés d'avoir assassiné le Dr Kassi Manlan, représentant</p>	<p>Coopération au Développement.</p> <p>13.10: Evocation par des émissaires de l'Union Européenne des «entraves aux activités de l'oppositions, les intimidations, les menaces et les arrestations» qui ont caractérisé la campagne électorale, ainsi que les irrégularités constatées dans plusieurs bureaux de vote sur les élections législatives.</p> <p>19.10: Nomination par Paul Kagame du premier Gouvernement post-transition.</p> <p>Reconduction de Bernard Makuza (ex-MDR) comme Premier Ministre.</p> <p>Formation du nouveau Gouvernement.</p> <p>21.10: Kagame demande aux parlementaires nouvellement installés d'établir un bureau d'Ombudsman. Les élus devront y déclarer leurs richesses et biens avant leur entrée en fonction.</p> <p>22.10: Annonce par le Gouvernement de</p>	<p>(différentes rencontres avec le Président et les 4 vice-présidents) ; Séjours à Lubumbashi et à Kisangani ainsi que dans les pays voisins de la RDC (Kampala, Bujumbura et Kigali).</p> <p>6.10: Affectation des commandants des régions militaires par le Président Kabila.</p> <p>- Ouverture de la session parlementaire ordinaire.</p> <p>10.10: Début du déploiement des troupes de la MONUC en dehors de la ville de Bunia.</p> <p>-Déclaration par le Gouvernement de ne plus tolérer sur le territoire national des éléments de l'ancienne armée du Rwanda (ex-FAR) ainsi que des anciennes milices hutu (<i>interahamwe</i>) réfugiés au Congo.</p> <p>- Visite à Kigali d'une délégation parlementaire de la RDC.</p> <p>16.10: Dénonciation par des membres de la société civile du Nord-Kivu d'une concentration de troupes rwandaises dans le territoire de Rutshuru (près de la localité de Bunaganda).</p> <p>21.10: Déclaration de William Swing, Coordonnateur du CIAT (Comité International d'Accompagnement de la Transition), imputant la lenteur du processus de paix au Gouvernement de transition (risque de retard dans l'organisation des élections dans les délais des deux ans prévus).</p> <p>24.10: Confirmation par Irène Khan, Secrétaire Générale d'<i>Amnesty International</i> de retour d'une tournée à l'intérieur du pays, de la présence de troupes de l'APR à l'Est de la RDC.</p> <p>28.10: Signature à Kampala (Ouganda) d'un accord de normalisation des relations diplomatiques et de coopération régionale entre la RDC et l'Ouganda.</p> <p>- Le Groupe d'experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la RDC mentionne dans son rapport final la liste</p>
---	---	---

l'OMS au Burundi. 24.10: Libération de Mukasi, leader de la faction extrémiste de l'UPRONA, arrêté le 17 octobre 2003 (opposition au Gouvernement)	la création d'une commission d'enquête conformément aux directives du Conseil de Sécurité, pour des cas de pillage illégal des ressources naturelles de la RDC par des individus et sociétés rwandaises.	des noms d'individus, sociétés et Gouvernements impliqués dans le dossier pillage de ressources de la RDC et propose des recommandations sur les mesures à prendre pour mettre fin à cette exploitation. 29.10: La MONUC enfin autorisée par le RCD-Goma d'avoir accès au Nord-Kivu par le Gouverneur Eugène Serufuli (controverse sur la vérification des soupçons indiquant la présence de troupes rwandaises sur le territoire de la RDC).
--	--	---

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Novembre 2003</p> <p>7.11: Arrivée à Bujumbura d'une délégation du CNDD-FDD, aile Nkurunziza, conduite par Hussein Radjabu, Secrétaire Général du mouvement.</p> <p>9.11: Selon Pontien Niyongabo, Maire de Bujumbura, quatre civils tués, cinq blessés et la résidence de l'Ambassadeur de Chine endommagée par une roquette lors du bombardement de Bujumbura par les rebelles des FNL de Rwaswa.</p> <p>15.11: Endossement d'un accord de partage de pouvoir en matière politique, défense et sécurité entre le Gouvernement et le CNDD-FDD de Kurunziza à l'issue du 20^{ème} sommet de l'initiative régionale pour la paix au Burundi tenu à Dar-es-Salam en Tanzanie.</p> <p>16.11: Signature à Dar-es-Salam en Tanzanie d'un accord de paix entre le Gouvernement et le principal mouvement armé, le CNDD-FDD de Jean-Bosco Nkurunziza.</p> <p>23.11: Remaniement du cabinet du Président Domitien Ndayizeye (intégration de membres du CNDD-</p>	<p>4.11: Signature d'un accord tripartite entre le Rwanda, le Malawi et le HCR pour le rapatriement d'environ 5.500 réfugiés qui ont fui au Malawi. 7</p> <p>15.11: Retour volontaires de 103 membres des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda de Paul Rwarakabije après dix ans d'exil en RDC.</p> <p>19.11: Arrestation près de la frontière ougandaise de Robert Sebufulira, directeur de publication de l'hebdomadaire <i>Umuseso</i>.</p> <p>24.11: Don du Gouvernement britannique de 139,7 millions de dollars comme aide pour la réduction de la pauvreté, dans le cadre du programme du</p>	<p>5.11: Demande par la RDC à la Cour Internationale de Justice (CIJ), du report sine die des audiences du procès qui l'oppose à l'Ouganda depuis 1999 dans le dossier du pillage.</p> <p>15.11: Retour volontaire au Rwanda de 103 membres des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), parmi lesquels leur dirigeant Paul Rwarakabije, après près de 10 ans en RDC.</p> <p>27.11:</p>

<p>FDD de Pierre Nkurunziza.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nomination de Nkurunziza comme ministre d'Etat chargé de la Bonne Gouvernance (3^{ème} position dans l'Etat) - Nomination de trois autres membres du CNDD: Simon Nyandwi (ministre de l'Intérieur), Onesime Nduwimana (ministre des Communications et porte-parole du Gouvernement), Salvator Ntahomenyere (ministre des Travaux publics). - Attribution au CNDD-FDD de 40% des postes dans l'Etat-Major de l'armée et 35% dans la police. 	<p>gouvernement sur la stratégie de la Réduction de la pauvreté.</p> <p>27.11: Accord entre le Rwanda et la RDC à l'issue du sommet de Pretoria en Afrique du Sud pour compléter dans un délai d'un an, le rapatriement des miliciens <i>interahamwe</i> et des militaires ex FAR résidant en RDC.</p>	<p>Renouvellement de l'engagement entre le Rwanda et la RDC d'achever le rapatriement du Congo des miliciens rwandais de <i>interahamwe</i> dans un délai d'un an.</p>
---	---	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Décembre 2003</p> <p>4.12: Appel de Jacob Zuma, vice-président sud-africain et facilitateurs du processus de paix au Burundi, au Conseil de sécurité de l'ONU à reprendre les opérations de maintien de la paix vu la recrudescence de la violence.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rassemblement de 6.000 combattants du CNDD-FDD fidèles à Nkurunziza dans la Commune de Kibongo dans la Province Sud de Makamba. <p>6.12: Arrivée de Pierre Nkurunziza à Bujumbura en exil depuis 1993 en compagnie de Hussein Radjabu, Secrétaire général du CNDD-FDD.</p> <p>15.12: Demande au Gouvernement par les représentants des Batwa (pygmées), qui ont pris part à une conférence à Bujumbura sur l'intégration sociale des populations, de prendre des mesures urgentes garantissant un large accès à la terre et à l'éducation.</p> <p>20.12: Transformation d'une faction des FNL de Alain Mugabarabona en</p>	<p>3.12: Condamnation par le TPIR de Ferdinand Nahimana et Hassan Ngeze.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Condamnation de Jean-Bosco Barayagwiza à 35 ans de prison. <p>9.12: Signature d'un accord tripartite entre le HCR et les Gouvernements du Rwanda et du Zimbabwe pour le rapatriement volontaire d'environ 350 Rwandais réfugiés au Zimbabwe.</p> <p>12.12: Signature entre le HCR, le Rwanda et le</p>	<p>2.12: Rapatriement de 62 combattants rwandais hutu dans le cadre du Programme DDRRR (Démobilisation, Démilitarisation, Rapatriement, Réinsertion et Réintégration des groupes armés).</p> <ul style="list-style-type: none"> -Présentation par le Président Kabila du Programme du Gouvernement (priorité à la bonne gouvernance, au social et aux élections). - Démission du Lieutenant Général Salim-Saleh de son poste de Commandant des forces de réserve et de représentant de l'armée ougandaise au Parlement en raison des allégations répétées de son implication dans le pillage des ressources naturelles de la RDC. <p>7.12: Début de l'intégration</p>

<p>parti politique. Election de Mugabarabona à 70% des suffrages comme chef du parti.</p> <p>28.12: Rapatriement de la RDC de 160 anciens combattants burundais proches du CNDD-FDD de Jean-Bosco Ndayikengurukiye et Pierre Nkurunziza (site de transit de Gatumba), sous escorte des soldats des Forces de maintien de la paix uruguayens.</p> <p>Prise en charge par la Commission nationale de réhabilitation des sinistrés (CNRS).</p> <p>29.12: Décès de Mgr Michael Courtney, Nonce apostolique au Burundi, à l'hôpital Prince Louis Rwagasore, à Bujumbura, des suites d'une importante hémorragie provoquée par des blessures par balles lors d'une embuscade à Minago, à 50 K au Sud de Bujumbura, Province du Bururi.</p> <p>- Les FNL aile Rwsa incriminés par le Président Ndayizeye.</p>	<p>Mozambique d'un accord tripartite pour le rapatriement volontaire d'environ 900 Rwandais réfugiés dans ce pays.</p> <p>16.12: Dénonciation par IBUKA, organisation regroupant les survivants du génocide de 1994, des meurtres, harcèlement et intimidation dont sont victimes ses membres suite à leurs témoignages devant le Gacaca.</p>	<p>des anciennes forces armées belligérantes à Kisangani dans la nouvelle armée.</p> <p>Présence de André Flahaut, ministre belge de la Défense, aux cérémonies.</p> <p>18.12: Approbation par l'Assemblée Nationale du programme d'action du Gouvernement assorti de quelques recommandations (rémunération de la population active, gratuité de l'enseignement fondamental, représentativité de la femme,...)</p> <p>31.12: Retrait du Général-Major Mountaga Diallo comme Commandant des Forces de la MONUC après de 4 ans d'exercice dans ces fonctions. Remplacement par le Général nigérian Samaila Iliya.</p>
--	--	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Janvier 2004</p> <p>6.1: Signature de deux décrets présidentiels portant création de l'Etat-major général intégré de l'armée comprenant 40% de membres issus des FDD (décret n° 100/01, décrivant le mandat de Commandement conjoint) et nomination des membres de cet Etat-major (décret n° 100/02 nommant le Général de Brigade Germain Niyoyankana, un Tutsi,</p>	<p>12.1: Fuite de plusieurs survivants du génocide de la Province de Gikongoro (Sud-Ouest) pour échapper aux massacres perpétrés récemment dans la région (crainte de témoignage devant les tribunaux Gacaca).</p> <p>19.1: Témoignage devant le TPIR du</p>	<p>5.1: Destitution de Xavier Ciribanya Cirimwami, Gouverneur du Sud-Kivu, par les députés provinciaux par 25 voix contre 4. Réaction du Gouverneur par l'arrestation de Prosper Mushobekwa, Président de l'Assemblée provinciale.</p> <p>9.1: Déploiement de 190 conseillers militaires belges en RDC (Kisangani) pour soutenir la formation d'une brigade mixte composée de représentants des différents mouvements.</p> <p>15.1: Adoption à l'unanimité par le</p>

<p>en qualité de chef d'Etat-major et le Général de Brigade Alphonse Nshirimana, un Hutu, comme son adjoint). - Nomination de 35 membres du Haut Commandement Militaire conjoint (20 de l'armée gouvernementale et 15 du CNDD-FDD de Pierre Nkurunziza).</p> <p>18.1: Première rencontre entre le Président Domitien Ndayizeye et les FNL de Rwaswa à Oisterwijk aux Pays-Bas. Refus par le FNL d'intégrer le Gouvernement.</p>	<p>Général Roméo Dallaire, commandant des forces des Nations Unies au Rwanda lors du génocide, sur le rôle joué par l'armée rwandaise pendant le génocide.</p> <p>22.1: Condamnation par le TPIR de Jean de Dieu Kamuhanda, ancien ministre de la Culture et l'Enseignement supérieur, à une peine de prison à vie pour crime de génocide et extermination.</p>	<p>Conseil de Sécurité de l'ONU de la résolution approuvant la formation d'une brigade unifiée à Kisangani.</p> <p>23.1: Signature d'un accord bilatéral entre la RDC et l'Afrique du Sud d'une valeur de 10 millions de dollars pour les secteurs défense et sécurité, économie et financier, agriculture et développement des infrastructures.</p> <p>25.1: Lancement à Kisangani par André Flahaut, ministre belge de la Défense, de la formation de 2.500 soldats congolais de l'armée unifiée par 190 instructeurs militaires belges.</p> <p>29.1: Le Général Padiri, Commandant de la Région militaire à Kisangani, échappe à un attentat.</p>
--	--	---

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Février 2004</p> <p>15.2: Les rebelles des FNL sommés par les Chefs d'Etat de la région des Grands Lacs à déposer les armes dans les trois mois, à dater du 16 février 2004, et à regagner la table des négociations.</p>	<p>6.2: Arrestation du Lieutenant-colonel Cyriaque Habyarabatura, Commissaire Général adjoint de la Police chargé des questions juridiques (suspecté d'actes de massacres à grande échelle et de génocide dans la Province de Butare).</p> <p>10.2: Publication d'un rapport d'évaluation sur le développement du Rwanda 2003 par 4 ONG néerlandaises. Demande aux partenaires du Rwanda (Suède, Pays-Bas et Royaumes Unis) de geler l'aide de leurs</p>	<p>Du 1^{er} au 12.2: Visites, par Joseph Kabila, des principales capitales européennes (Paris, Londres, Berlin et Bruxelles).</p> <p>3.2: Découverte à Bukavu d'une cache d'armes appartenant à Cirimwami Ciribanya, Gouverneur de la Province du Sud Kivu.</p> <p>- Annonce par Joao Mawete, Ambassadeur d'Angola en RDC de l'expulsion de plus de 350.000 Congolais en situation irrégulière en Angola (exploitation illégale du diamant).</p> <p>7.2: Suspension du Gouverneur du Sud-Kivu (Cirimwami Ciribanya), du Maire de la ville de Bukavu (Alphonse Cirimwami) et du responsable de la Sécurité (Raphaël Lukompa).</p> <p>- Nomination, à titre intérimaire, de</p>

<p>Gouvernements respectifs tant que certains préalables ne seraient pas remplis (espace de débat politique, climat de crainte, domination, abus de pouvoir et exclusion) .</p> <p>13-14.2: Sommet des Chefs d'Etats représentants de 16 Etats membres du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) à Kigali</p> <p>25.2: Condamnation par le TPIR de Samuel Imanishimwe, ancien Commandant des Forces armées rwandaises à 27 ans de prison.</p> <p>- Acquittement par le TPIR de l'ex-ministre des Transports et Communication, André Ntagerura et l'ancien préfet de Cyangugu, Emmanuel Bagambiki.</p>	<p>Jean-Pierre Manzambi Tunyatango (Gouverneur), Matthieu Ruguye (Maire) et Zébédée Munyamahoro (Sécurité).</p> <p>11.2: Déclaration de William Swing, Chef de la MONUC, de la décision de concentrer ses troupes dans l'Est du pays suite à l'évolution favorable de la situation sécuritaire dans le reste du pays.</p> <p>- Lancement par le Sénat du Débat National sur la Constitution (consultation nationale visant l'obtention d'une plus grande implication de la population dans le processus de l'élaboration de la Constitution de la IIIème République).</p> <p>22.2: Découverte d'une autre cache d'armes dans la résidence du Major Kasongo, officier du RCD. Arrestation suivie de son transfert à Kinshasa (vive tension à Bukavu).</p> <p>Nuit du 23-24.2: Affrontements sanglants dans la ville de Bukavu entre les forces fidèles au Général Prosper Nabilwa, Commandant de la 10^{ème} région militaire et celles de son adjoint, le colonel Mutebusi.</p>
---	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Mars 2004</p> <p>5.3: Déclenchement d'une grève des enseignants.</p> <p>9.3: Arrestation par les gendarmes burundais de Eulalie Nibizi, représentante des Syndicats des travailleurs de l'enseignement du Burundi et de</p>		<p>2.3: Déploiement par la MONUC de 3.500 militaires à Bukavu après trois jours déclarés ville morte par la société civile et les <i>mayi mayi</i> (contestation de la mise en liberté du Major Joseph Kasongo).</p> <p>3.3: Nomination par le Président de la République d'un Administrateur pour le district de l'Ituri en remplacement de l'Administrateur intérimaire installé il y a un an sous l'égide de la MONUC.</p> <p>- Visite en Ituri d'une délégation constituée de membres du Gouvernement, du Représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU, William</p>

<p>Adolphe Wakana, leader du Syndicat Libre des enseignants du Burundi à la suite d'une réunion avec les enseignants grévistes.</p> <p>15.3: Suspension de la grève des enseignants et réouverture des écoles primaires et secondaires.</p>	<p>Swing et des Ambassadeurs d'Espagne de France et de Norvège en poste en RDC (négociation sur le désarmement et la réinstallation des groupes armés de l'Ituri).</p> <p>19.3: Adoption à l'unanimité par le Conseil de Sécurité des Nations Unies de la Résolution 1533 renforçant l'embargo sur les armes en RDC (autorisation à la MONUC de saisir les armes et matières connexes qui se trouveraient en RDC en violation de l'embargo).</p> <p>19.3: Création d'un Comité composé de représentants des Etats membres du Conseil de Sécurité pour la mise en oeuvre de la résolution 1533 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (renforcement de l'embargo sur les armes).</p>
--	---